SUPPLEMENT

LE PARTI CONSERVATEUR

Le Premier Ministre raconte son histoire et expose sa politique

Discours Programme éloquent

Ce que le Parti Conservateur a fait et fera pour le pays.

IL A FONDÉ LA NATION CANADIENNE

JUSTICE AUX MINORITÉS ET PROTECTION NATIONALE

TEL EST SON PROGRAMME

L'œuvre néfaste des Libéraux

Discours prononcé par Sir Charles Tupper à la salle Windsor, Montréal, le 16 Mai 1896.

Samedi soir, 18 mai, au Windsor Hall, Montréal, tous les amis de la libre discussion, à quelque parti qu'ils appartinssent, ont pu entendre, pendant près de deux heures et demie, le chef du parti conservateur leur exposer le programme du parti, leur montrer ce qu'il avait fait pour le Canada dans le passé et ce qu'il se proposait de faire dans l'avenir.

La vaste salle regorgeait d'une foule compacte, sympathique, enthousiasmée.

Personne n'avait cru devoir défier sir Charles Tupper de parler, personne, non plus n'a cherché à étouffer sa parole éloquente ; et si le premier ministre a été interrompu à maintes reprises, il le doit à l'enthousiasme du public qui semblait ainsi vouloir protester par ses applaudissements contre la conduite indigne de la clique du Parc Sohmer. Jamais peut-être homme public n'a reçu à Montréal plus chaleureuse ovation, ovation que méritaient d'ailleurs les services rendus au pays par ce vétéran de nos luttes politiques et par l'exposé clair, honnête, logique du programme vraiment patriotique et national du parti dont il est le chef.

Parmi les personnes présentes sur l'estrade, on remarquait M. W. W. Ogilvie, qui présidait, l'hon. A. R. Angers, Hon. L. O. Taillon, l'hon. A. Desjardins, Dr Roddick, Sir Wm. Hingston, Son Honneur le Maire, Sénateur Drummond, Sénateur Villeneuve, Sénateur O'Brien, l'hon. A. W. Morris, l'hon. Louis Beaubien, MM. A. F. Gault, J. A. Cantlie, S. H. Ewing, Hugh McLennan, Richard White, G. F. C. Smith, P. G. Mignault, C. R., Wm. Angus, Wm. Weir, Mathieu, Delorimier, Donald Macmaster, C. R., John S. Hall, F. S. Maclennan, John Hyde, D. H. Henderson, James Crankshaw, Albert Crankshaw, Wm. Rodden, R. Stanley Bagg, F. J. Bisaillon, C. R., H. Jeannotte, M.P., Dr S. Lachapelle, M.P., Bernard Tansey, Edgar Judge, François Martineau, M.P.P., John Horne, Joseph Horsfall, J. H. Mooney, C. N. Armstrong, S. Carmichael, David Sinclair, E. H. Lemay, J. H. Jacob, R. McKinnon, A. Raza, Dr Blackader, J. O. Joseph, Sect. Hon. du club Libéral-Conservateur, D. A. McCaskill, W. S. Goodhugh, J. A. Ouimet, W. H. Baker, Campbell Lane, Austin Mosher, J. A. Marsan, Dr Mount, C. E. Gault, T. P. Butler, J. G. H. Bergeron, M.P., ; Lieut.-Col. Strathy, ex-échevin, Lamarche, M. Chs Foley, échevin Connaughton, John Burns, W. McLea Walbank. J. Y. Gilmour, Dr Germain, D. Tansey et nombre d'autres citoyens importants de Montréal.

Le président a ouvert l'assemblée en annonçant que le Dr Roddick qui avait définitivement accepté la candidature pour la division St-Antoine, allait dire quelques mots à l'assemblée.

LE DR RODDICK

Le sympathique candidat s'adressant à ses électeurs, les a remerciés de la confiance dont ils l'honoraient. Nouveau venu dans la politique, ses adversaires ont cependant déjà trouvé le moyen de lui adresser un reproche grave : C'est d'être médecin !

Comme si le plus grand ministre des finances que la France ait jamais eu n'était pas un médecin, dit le Dr Roddick ! Comme si le chef aimé de notre parti, celui qui va encore nous conduire une fois de plus à la victoire n'était pas aussi un médecin.

Sir Charles Tupper est alors introduit par le président, au milieu des acclamations de toute l'assistance. Voici son discours :

Monsieur le président, Messieurs,

Si je suis élu, dit M. Roddick, j'appuierai la politique conservatrice, telle que formulée dans le manifeste électoral de sir Charles Tupper, je travaillerai au maintien d'un tarif protecteur bien conçu, bien étudié et modéré, qui tout en aidant au développement des diverses industries du pays, ne pèsera pas lourdement sur le peuple.

Le temps est venu où nous devons chercher a établir des relations commerciales plus intimes entre les diverses parties de l'Empire. C'est dans cette direction que tendent les grands hommes d'Etat en Angleterre et le Canada, avec ses vastes ressources, sa position exceptionnelle ne peut que gagner au développement des relations commerciales avec l'Empire et ses colonies.

Au sujet de la question des écoles qui a si profondément troublé notre atmosphère politique, je n'ai que ceci à dire : j'appuierai énergiquement le gouvernement dans ses efforts pour rendre justice à la minorité manitobaine. Que celle-ci souffre d'une injustice, cela ne fait pas de doute ; et nous, les protestants de Québec qui ressentirions si vivement un empiètement sur nos droits en matière d'éducation, nous devons être particulièrement désireux que cette question soit réglée.

M. Roddick se prononce aussi pour l'entrée de Terreneuve dans la Confédération, le développement de notre système de chemin de fer, l'établissement d'une ligne de steamers rapides. Son discours est très applaudi.

LE PREMIER MINISTRE

Sir Charles Tupper discute la question politique du jour.

C'est avec un grand plaisir que je saisis la première occasion qui se présente de dire dans cette ville, la grande métropole commerciale du Canada, les droits que, d'après moi, le parti libéral-conservateur et le gouvernement dont j'ai l'honneur d'être le chef, ont sur le grand électorat canadien, dans la présente circonstance. (Approbations). Mais avant d'aller plus loin, je veux exprimer combien j'ai été sensible à la réception enthousiaste que j'ai reçu hier soir de la part de la plus grande assemblée populaire que j'ai jamais vue dans aucune partie du monde. (Appl.) On me dit—et je puis facilement le croire—que jamais auparavant, dans l'histoire de cette grande ville de Montréal, une aussi immense foule de peuple s'est assemblée. (Appl. prolongés.) Pour moi, c'est le plus grand et le plus beau compliment qu'il soit possible à un homme public de recevoir ; et je n'oublie pas que j'ai reçu aussi un compliment très marqué de la part d'une fraction comparativement peu considérable de cette immense assemblée (rires) : ayant appris que le chef du parti libéral m'avait défié de répéter au Parc Sohmer les déclarations que j'avais faites dans un autre endroit, ces gens n'ont pas paru bien désireux de permettre aux électeurs—à la grande masse des électeurs de cette ville—d'avoir l'occasion d'entendre ce que j'avais à dire. (Appl.). Je crois qu'on leur a fait comprendre que le meilleur service qu'ils pouvaient rendre à leur chef et à leur parti était d'empêcher qu'une occasion fut donnée de relever ce défi et d'y répondre. (Approbation et applaudissements.) Mais je n'ai pas pu m'empêcher de comprendre que le coeur même de cette magnifique cité avait été profondément touché puisqu'elle a pu, par une soirée pluvieuse, réunir une aussi immense foule d'hommes intelligents. (Appl.) Je suis heureux, cependant, d'être capable, ce soir, dans une atmosphère plus calme, de rencontrer l'une des plus intelligentes assemblées auxquelles j'ai eu jusqu'ici l'honneur d'adresser la parole, et d'avoir l'occasion de vous soumettre brièvement les droits que le grand parti qui m'a mis à sa tête possède à votre appui dans cette lutte importante. (Appl.)

Les deux partis

Le grand parti libéral-conservateur est bien nommé. Il a le droit d'être appelé le parti libéral, parce qu'il n'est aucune de ces questions sur lesquelles reposent l'influence populaire, et le contrôle populaire, auxquelles il n'a pas donné son cordial appui dans la Législature du pays. Il a le droit d'être appelé le parti conservateur parce qu'il conservé toutes ces glorieuses institutions anglaises qui sont la base même du plus puissant Empire du monde. A lui est dévolu le devoir de conserver et perpétuer pour nous et nos enfants après nous, pour toujours, ce lien d'union intime qui nous attache à la mère-patrie. (Appl,)

Je me demande parfois pourquoi nos adversaires s'intitulent le parti libéral (rires). J'ai de hautes autorités pour m'appuyer quand je dis qu'ils n'ont aucun droit à ce nom. Vous vous souvenez, j'en suis certain, que, de bonne heure, dans l'histoire du gouvernement Mackenzie, le membre le plus capable et le plus distingué que le parti libéral ait eu—certainement le plus distingué depuis la Confédération — rompit les liens qui l'unissaient à ce parti et prononça un discours public dans lequel il disait qu'il ne voulait pas appartenir à un gouvernement réformiste qui ne pouvait pas trouver de réformes à accomplir. (Appl, et rires). Je veux parler de l'honorable Edward Blake. Mais je crois qu'il a été un peu sévère pour son parti et son chef Mackenzie en faisant cette déclaration, car ce dernier aurait pu lui répondre,—je ne sais pas s'il l'a fait, mais il aurait pu le faire—que la raison qui l'empêchait de rien trouver à réformer était que le grand parti libéral-conservateur qui l'avait précédé, le parti du Très Honorable sir John A. Macdonald, (Appl.) avait si bien réglé les affaires demandant des réformes, qu'il n'y avait plus rien à réformer (rires) ; et lorsqu'en 1873 les libéraux lui succédèrent et inspectèrent le champ ils trouvèrent la récolte déjà toute engrangée ; toutes les réformes avaient été effectuées par leurs prédécesseurs et il ne leur restait rien à faire dans cette voie. (Appl. et rires). J'ai surveillé nos adversaires, j'ai surveillé ce parti libéral avec une grande attention pendant les vingt-neuf dernières années, et je suis arrivé à la conclusion qu'il mérite un autre nom, un nom plus distinctif, plus caractéristique de ses actions et des mesures et mouvements auxquels il s'est prêté ; c'est celui de Parti de l'Obstruction. (Appl.)

C'est un grand privilège pour moi d'être ici devant vous ce soir et de pouvoir m'appuyer sur les pages indestructibles de l'histoire canadienne pour prouver mes dires quand je réclame pour le parti libéral-conservateur l'honneur d'avoir fait le Canada ce qu'il est aujourd'hui. (Appl.). Et il a fait le Canada ce qu'il est aujourd'hui, non seulement sans le secours et l'appui du parti libéral, mais malgré toute l'obstruction que celui-ci a mis sur sa route. (Longs appl). Prenez la Confédération de l'Amérique Britannique du Nord, prenez la consolidation de ces provinces isolées, séparées et faibles, fondues en un grand tout, en un pouvoir central uni, qui s'étend d'un océan à l'autre. Ces messieurs ont-ils fait leur part de ce grand oeuvre ? Je ne sache pas qu'à ce grand édifice de l'Union de l'Amérique Britannique du Nord ils aient contribué une seule pierre. Je parle du parti libéral tel qu'il est aujourd'hui représenté. (Appl.). Nous savons ceci, cependant: d'étape en étape, à mesure que s'accomplissait cette grande oeuvre qui a transformé le Canada en une nation, cette oeuvre se poursuivait en dépit de l'obstruction qu'en tout temps faisaient ceux qui s'intitulent le parti libéral. Et je puis dire ici qu'un fait m'a beaucoup frappé : Si, dans les limites du Canada, il se trouvait un homme hostile à ce grand oeuvre — n'importe d'où il venait, des provinces du bord de la mer ou des autres parties du pays—ce parti qui s'intitule libéral le pressait sur son sein et l'embrassait comme son plus cher ami. Lorsque par la suite, en acquerrant plus de lumière et de connaissances des faits, certains de ces hommes qui combattaient la Confédération, haïssaient le nom même du Canada, déclaraient que jamais ils ne se soumettraient à être faits Canadiens par un acte du Parlement, qui n'avaient d'autres paroles que des injures et du mépris pour le Canada—quand dis-je, ces hommes, dans la maturité de leur expérience, comprirent que cette grande Confédération méritait d'être conservée, quand ils se décidèrent à jeter leur sort avec le nôtre et prendre leur part dans l'opération des grandes institutions du Canada, ils n'eurent pas plutôt pris cette position patriotique que la soi-disant amitié de ce prétendu du parti libéral se tourna en haine, et au lieu des applaudissements que leur prodiguait auparavant ce prétendu parti libéral, ils n'en reçurent plus que des dénonciations. (Appl.)

Je n'ai pas l'intention d'en dire plus sur ce sujet, mais c'est assez important pour que les hommes intelligents réfléchissent et se demandent comment il se fait que ce prétendu parti libéral est toujours prêt à se ranger du côté de celui qui prend une position d'hostilité envers le Canada. (Marques d'approbation et longs appl.), S'il se fait une tentative pour ruiner nos institutions nationales, s'il se fait une tentative pour abaisser la haute position que le Canada a atteint, vous trouvez que ces messieurs n'ont pas un mot d'encouragement pour ce pays ; mais au contraire tout ce qui est pessimiste, tout ce qui est de nature à abaisser le Canada aux yeux de notre population et de celle des pays voisins, semble leur être agréable et bienvenu.

Maintenant, je passe à une autre grande question, celle du

Développement des chemins de fer

En ce pays, j'ai eu l'honneur, lorsque j'étais ministre des chemins de fer et canaux, de formuler la politique d'aide à la construction des chemins de fer. Je proposait que le gouvernement du Canada donnât $3,200 par mill pour aider à tout chemin de fer en ce pays, lorsque la balance nécessaire pour le construire était fournie par une source quelconque autre que le trésor fédéral. Je l'ai fait en m'appuyant sur ce principe que, s'il était tellement désirable d'obtenir sur la construction d'un chemin de fer qu'une aussi faible somme d'argent amènerait ce résultat, ce serait une preuve que le progrès, la prospérité du Canada seraient assez développés par la construction de ce chemin pour faire ample retour au revenu public par l'augmentation et le développement du commerce du pays et rembourser ainsi au gouvernement l'intérêt sur l'argent que celui-ci aura déboursé. (Appl.)

Cette politique a été dénoncée par ces soi-disants libéraux. Ils dirent que c'était l'une des tentatives les plus corrompues et les plus méprisables d'acheter les provinces et les comtés où ces chemins de fer seraient construits et qu'elle ne méritait que la condamnation du Parlement. Eh ! bien, j'ai eu la satisfaction de savoir que non seulement le Parlement fédéral a adopté ce principe, mais encore que toutes les provinces d'un bout à l'autre du pays ont suivi l'exemple et ont adopté le même programme d'aider à la construction des chemins de fer. Bien plus, j'ai eu la satisfaction, l'été dernier, lorsque je remplissais les fonctions de représentant du Canada à la Conférence Internationale des chemins de fer tenue à Londres, de trouver que parmi les grandes questions qui ont occupé l'attention de cette conférence—où presque tous les pays de l'Europe et les colonies du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud -étaient représentés — et parmi celles qui ont été le plus longuement étudiées, se trouvait la question de savoir comment les divers gouvernements pourraient convenablement faire exactement ce que le Canada a fait : contribuer à la construction de chemins de fer locaux dans le but de donner de nouvelles facilités au commerce. (Appl.)

La politique Nationale

Je continue et j'arrive à la grande question de la Politique Nationale. (Longs et vifs appl.) Mais avant de ce faire, je dois dire, sous cette politique que j'ai formulée, que le Parlement avait adoptée et que les libéraux ont dénoncée depuis 1878, dix mille milles ont été ajoutés à la longueur des chemins de fer du pays. (Appl.)

Je n'ai pas besoin de vous dire que dans cette lutte qui occupé maintenant l'attention des électeurs de ce pays, l'un des grands avantages du parti que j'ai l'honneur de représenter et que nous avons eu l'occasion—que le Canada a malheureusement eu l'occasion—de savoir ce que ces hommes d'Etat libéraux ont accompli lorsque la chance leur a été offerte de faire quelque chose. En 1873, le gouvernement du Très- Honorable sir John A. Macdonald tomba et M. Mackenzie fut chargé de prendre les rênes du pouvoir et de donner au pays les bienfaits sans précédent qu'on lui avait fait espérer de la formation d'une administration libérale. Quoiqu'un certain laps de temps se soit écoulé depuis lors, j'ai à peine besoin de vous dire que les années écoulées de 1873 à 1878 forment des pages noires dans l'histoire du Canada. (Appl.) Je n'ai pas besoin de dire à un seul homme intelligent de ce pays, qui, depuis l'heure où les libéraux prirent les rênes du pouvoir jusqu'au moment où l'électorat de ce pays eut l'occasion d'exprimer son sentiment sain et réfléchi à la lumière de l'expérience acquise et renvoya les libéraux par l'une des plus écrasants verdicts qui ait jamais surpris et chassé du pouvoir un parti politique en Canada—que durant toute cette période de cinq ans, le pays, au lieu de porter la marque du progrès et de la prospérité qui, sous l'administration libérale-conservatrice l'avaient caractérisé, a offert le plus sombre, le plus malheureux et le plus décourageant tableau. (Appl.)

C'est une chose quelque peu remarquable—l'une des plus remarquables peut-être qu'on trouve dans l'histoire de ce pays—que ces mêmes hommes qui, pesés dans la balance, furent trouvés trop légers et entièrement incapables de comprendre les devoirs d'hommes d'état qui leur incombaient, que ces mêmes hommes, dis-je, non-seulement reviennent en souriant après 18 ans de repos et d'éloignement au pouvoir, mais encore ont la modeste audace de demander au peuple de les accpter comme ayant—quoi ? Comme s'étant repentis, ayant réparé leurs fautes, on trouvé quelque moyen nouveau et meilleur d'administrer les affaires publiques ? Non, mais précisément avec cette même politique sous laquelle le Canada a tant souffert. (Appl.)

Je ne blâme pas tant le chef de l'opposition, l'honorable M. Laurier, que je ne blâme quelques autres. Cet aimable monsieur, malgré qu'il possède grand nombre de bonnes qualités, manque malheureusement de ce sens des affaires publiques qui distingue l'homme d'état, de cette fermeté de caractère qui est absolument essentielle à cette qualité. Pendant que nominalement, M. Laurier est le chef de son parti, en réalité il n'en est que l'un des plus humbles suivants, et il a laissé paraître devant le peuple de ce pays qu'étant incapable de diriger, il n'a pas été davantage capable d'échapper au contrôle de sir Richard Cartwright. (Quelques-uns rient.) Celui-ci, qui est infiniment plus fort et plus capable, a su le façonner à son gré, comme l'argile sous la main du potier. (Appl.) Par nature, sous l'impulsion de son personnel jugement, M. Laurier était protectionniste : il en a fait l'aveu. Il a déclaré devant le public que sa politique en était une de protection, mais après avoir été empoigné et manipulé par sir Richard Cartwright, pendant quelque temps (rires), il a trouvé que la Protection était mauvaise, et il est devenu un libre-échangiste à tous crins. (Rires renouvelés.)

Quand la politique du libre-échange fut tombée en disgrâce, nous avons retrouvé M. Laurier proclamant, à son de trompette, dans tout le pays, qu'il avait découvert une nouvelle et meilleure politique fiscale, et c'était la réciprocité illimitée. (Rires.) En d'autres termes, il s'agissait d'avoir un seul tarif pour le Canada et les Etats-Unis contre la Mère-Patrie et tout le reste du monde. (Sifflets). Je ne m'étone point que cette politique soit sifflée. Il suffit de la nommer pour soulever le mépris de tout canadien indépendant. (Appl.)

M. Laurier et la reciprocité illimitée

Pour qu'il ne reste aucun doute quant aux opinion que professait M. Laurier sur cette question vous voudrez bien me permettre d'attirer votre attention sur ses propres paroles à ce sujet. (Assentiment).

En 1891, M. Laurier publiait un manifeste. Dans ce manifeste il s'occupait de l'appel qu'avait fait sir John Macdonald à l'électorat canadien. Il s'y exprimait comme suit :

"Sir John affirme, disait-il, et il parait l'affirmer sérieusement, que la Politique Nationale a rendu le pays prospère ; que les industries manufacturières de nos grands centres se sont multipliées et revivifiées ; que l'agriculteur a trouvé un marché, l'artisan et le journalier, de l'emploi et de bons gages. Je prends au mot le premier ministre sur ces déclarations, et je les dénonce comme fausses en tous points. Sans plus discuter, j'abandonne cette controverse au jugement impartial de l'électorat, absolument confiant que les seuls artisans, les seuls agriculteurs qui croient, en leur âme et conscience, que la Politique Nationale a fait pour eux tout ce qu'on prétend, voteront naturellement pour la continuation d'une telle bénédiction."

Comme vous le voyez, M. Laurier était alors tout disposé, il le déclarait luimême, à soumettre cette grande politique—la politique du très honorable sir John Macdonald—au jugement impartial des électeurs. Il dressa en face de cette politique son programme de réciprocité illimitée, sur lequel je viens d'appeler votre attention, disant que notre pays avait besoin de ce programme, comme d'une politique de changement, une politique sur la base de laquelle le Canada et les Etats-Unis pourraient s'unir, afin, comme je l'ai déjà dit, d'élever un mur de Protection contre la Mère-Patrie et tout le reste de l'Univers. (Sifflets).

Mais M. Laurier restait engagé à en passer par ce que dirait l'électorat. Il dit en effet : "Je m'en remets à l'artisan, à l'agriculteur, aux classes industrielles de ce pays de dire si la Politique Nationale est une politique sage ou non."

Eh ! bien, ils le lui ont dit. (Rires.) En 1891, cette question ayant été débattue d'un bout à l'autre du pays, mais dans un laps de temps trop court pour éclairer à fond l'opinion publique sur le sujet, le parti libéral-conservateur sortit néanmoins de la lutte avec une majorité de vingt-cinq voix. J'ose vous rappeler, ce que vous savez déjà, que j'eus l'honneur de prendre part à cette campagne. (Assentiments).

Je fus alors convié par le vieux chef du parti libéral-conservateur, sir John Macdonald, de venir à sa rescousse, et je m'y rendis de bon coeur. Je sentais, en effet, que pour la première fois, dans une lutte politique, au Canada, les institutions britanniques étaient en jeu. Et le plaidoyer que je crus devoir faire partout dans le pays c'est que l'adoption de la politique de M. Laurier et de son parti signifiait l'annexion aux Etats-Unis, à brève échéance. (Appl.)

Sir John Macdonald, moi-même, toutes les têtes dirigeantes de notre parti, nous fûmes dénoncés pour propager des propos aussi mal fondés, des calomnies si malicieuses contre le parti libéral. Je ne considérais point cela comme une attaque contre le grand parti libéral de ce pays. J'étais sous l'impression qu'il s'abusait profondément, qu'il ne croyait pas que son initiative pût être susceptible de conséquences ausi funestes, qu'il agissait ainsi sans se rendre compte du résultat fatal qui s'en suivrait.

Mais, notez bien ce qui arriva. Au lendemain de l'élection, le plus grand homme, je l'ai déjà dit, qui fût jamais, dans les rangs du parti libéral au Canada—l'honorable M. Edward Blake (appl.)—faisait la déclaration suivante, dans une lettre au journal le "Times," de Londres, sous la responsabilité de sa propre signature. La raison, disait-il, pour laquelle il avait refusé de se joindre à M. Laurier, à sir Richard Cartwright et aux autres chefs du parti libéral, pour la bataille, la raison qui lui avait fait refuser de se présenter dans sa propre division, c'est qu'il ne voulait pas combattre sous de fausses couleurs. Il ne se sentait pas disposé à soutenir une politique dont il croyait qu'elle résulterait d'abord en la subordination du programme fiscal du Canada à celui de la grande république qui nous avoisine, puis, bientôt après en la submersion politique de nos institutions dans celles de ce pays.

Je publiai alors un article dans l'une des revues trimestrielles de Londres—je ne me rappelle point laquelle, à ce moment mais c'était une de ces entreprenantes publications qui me demandaient de leur donner un aperçu des choses de la politique canadienne—, et dans cet article j'expliquais comment la bataille avait été conduite, comment la victoire avait été remportée. Je disais que nous avions obtenu une majorité de vingt-cinq, mais que si la lettre de M. Edward Blake avait été publiée une semaine avant les élections, au lieu de l'être au lendemain, notre majorité se fût trouvée de plus de cinquante. (appl.)

De prime abord, bon nombre de gens crurent que ma prétention était un peu outrée. Mais l'événement en prouva la justesse. Au fait, plusieurs de ces messieurs qui avaient contribué à réduire à 25 notre majorité durent aller devant les tribunaux et des tribunaux devant le peuple. Et quel fut le résultat ? Ce fut qu'en très peu de temps, la majorité du parti libéral-conservateur, grâce au témoignage rendu par M. Blake à la sagesse et la pondération des opinions que ce parti avait soumises à l'électorat, s'éleva à plus de cinquante. (appl.)

J'ai dit que M. Laurier semblait admettre qu'il était prêt à déférer au verdict du peuple. Mais, pas du tout. Quand cette élection fut finie, le même honorable monsieur fit la déclaration suivante, qu'on trouvera au "Hansard" de 1891, vol. 1. p. 27.

"M. Laurier—Ils commettent l'erreur "de baser leur politique fiscale sur l'u"niformité d'allégeance et le pur sen"timent."

C'est ainsi qu'il qualifiait la manière dont le grand parti libéral-conservateur avait énergiquement adhéré aux intérêts de la Mère-Patrie, déclarant ne vouloir jamais consentir à adopter une politique d'hostilités contre elle. (appl.) M. Laurier disait donc :

"Pendant qu'ils commettent l'erreur "de baser leur politique fiscale sur l'u"niformité d'allégeance et le pur senti"ment, nous du parti libéral nous soute"nons que la politique de ce pays ne de"vrait pas être basée sur le sentiment, "mais sur des principes d'affaires. Et "tout frais revenu devant le peuple je "dis que la seule politique qui profitera "à ce pays, c'est la réciprocité illimitée "et la liberté du commerce continen"tal." (Rires).

Et c'est ainsi qu'après avoir reçu le verdict, après que le peuple eût déclaré qu'il était dans l'erreur, que sir John Macdonald, son gouvernement et son parti avaient raison, M. Laurier hissait encore au mrt ses couleurs de réciprocité illimitée et de commerce libre continental : ce qui veut dire un seul et même tarif pour les Etats-Unis et le Canada. C'est une singulière façon qu'ont ces libres-échangistes d'appliquer leurs principes, que d'élever considérablement leur tarif. C'était leur politique, celle qu'après les élections, qui eurent lieu avant le 1er mai, M. Laurier déclarait, sur le parquet de la Chambre, persister à supporter, la croyant absolument essentielle au bien-être du Canada.

M. Laurier continuait :

"Sir Charles Tupper disait, dans un "article publié il y a quelques jours par "la "North American Review", que l'il"lusion (comme il l'appelle) de la réci"procité illimitée était morte et en"terrée ! Je suis une aussi bonne auto"rité en la matière que sir Charles Tup"per, et je prétends qu'elle est plus vi"vante que jamais."

Comme on le voit, après que le peuple eût rendu son verdict contre cette politique, après la déclaration de M. Edward Blake que cette politique impliquait notre annexion aux Etats-Unis d'Amérique, la perte de ces glorieuses institutions britanniques, dont nous avons l'orgueil et le bonheur de jouir en ce pays, après tout cela, dis-je, M. Laurier soutenait encore que la réciprocité illimitée était plus vivante que jamais, que c'était la seule politique à donner à cette Patrie que nous aimons.

Quelle est la politique de M. Laurier

Je pense avoir droit de demander quelle confiance on peut placer dans les opinions et les principes d'un homme qui est, un jour, pour la Protection et, le lendemain, pour le libre-échange, lorsque sir Richard Cartwright l'avertit qu'il doit être libre-échangiste, bon gré mal gré ? Quelle confiance, surtout, mérite-t-il, lorsque le surlendemain encore il vient bravement affirmer que la réciprocité illimitée est la seule politique de quelque valeur pour le Dominion du Canada ? Je crois que je puis demander à M. Laurier si je n'avais pas raison, plutôt que lui, lorsque, immédiatement après les élections, j'écrivais un article dans la "North American Revief" et concluais en disant que la réciprocité illimitée était morte et enterrée ? M. Laurier a dit que j'avais tout à fait tort, que cette politique était plus vivante que jamais, et il a fait de son mieux pour galvaniser ce cadavre, en recomposer un être vivant et sensible. (Rires et applaudissements.) Mais il a failli à la tâche ; c'était au-dessus de ses moyens. Son maître et régisseur, dans les questions fiscales et financières, sir Richard Cartwright lui a dit qu'il devait abandonner cette utopie de la réciprocité illimitée, que le pays l'avait condamnée, qu'elle était morte pour ne ressusciter jamais.

Alors, après avoir dénoncé ce qu'il appelait du sentimentalisme, condamné ros tendances à accorder notre politique en matières financières avec les exigences d'un sentiment dont il ne valait point la peine de parler, M. Laurier eut une inspiration nouvelle. Il commença à poser au monsieur qui est en faveur du libre-échange comme en Angleterre. (Rires.) Or, le libre-échange comme en Angleterre signifie l'admission dans le pays, en franchise absolue, de tous les articles manufacturés. Il en résulte qu'il faudrait placer sur les épaules des contribuables canadiens, par le moyen de la taxe directe le fardeau de tous les revenus requis (sauf ce qu'on pourrait retirer des droits sur les alcools, les vins et le tabac) de tous les revenus requis pour le maintien de la réputation et du crédit du pays, pour le développement de son progrès. Il faudrait pourvoir à tout cela par la taxe directe sur le peuple.

Je vous demande ce qu'on peut espérer d'un gouvernement, ou plutôt d'un parti—car cela prendra encore du temps avant qu'ils n'aient un gouvernement (longs applaudissements)—ce qu'on peut espérer d'un parti qui tâtonne dans l'obscurité. Il saisit d'abord un principe et le tient avec ténacité pour un petit bout de temps ; puis, il le rejette au loin, en prend un autre, puis encore un autre : si bien que je défie qui que ce soit de me dire, en ce moment, quelle est la politique libérale. M. Laurier s'est promené, depuis trois ans, d'une extrémité à l'autre de ce pays, et il me rappelle vivement un livre que peut être quelques-uns d'entre vous ont lu : "Pilgrim's Progress," de Bunyan. (Rires et applaudissements.(Ce pèlerin, qui a voyagé, de côté et d'autre, jusqu'à la Colombie Anglaise, sur les rivages de l'océan Pacifique, puis s'en revenant, à travers le Nord-Ouest, et dans les provinces maritimes ,sur les côtes de l'Atlantique, à l'Ile du Prince-Edouard, à la Nouvelle-Ecosse, ce pèlerin trouvera dans le "Pilgrim's Progress" de Bunyan un fac-simile parfait de son propre cas à lui, M. "Facingbothways (Visage à deux faces)—Rires et applaudissements. C'est un homme qui a deux visages sous un même chapeau, une sorte de "bon dieu bon diable." Il se fait tout ce qu'exigent de lui les circonstances dans la localité où il se trouve. Maintenant, M. Laurier a fait un grand nombre de discours. Il a fait des discours dans cette salle, il en a fait au Parc Sohmer. Voilà un endroit que je n'oublierai jamais—rires et applaudissements—pour y avoir vu cette vaste mer de figures humaines, la foule la plus innombrable qui se soit jamais trouvée sous mes yeux en aucune partie du monde. Je le déclare, cette circonstance a fait sur ma mémoire une impression indélébile. Si l'on joint à cela le compliment que m'ont fait les amis de M. Laurier, qui ont paru redouter si fort de laisser le peuple entendre ce que j'avais à lui dire, il me semble que je me trouve un peu plus fier et satisfait que je ne l'ai jamais été auparavant.

Mais à cette heure je parle en présence d'une réunion de gens du commerce, aussi intelligente et bien renseignée qu'il soit possible d'en trouver dans notre vaste Dominion du Canada ou en aucun lieu du monde civilisé. Or, je le demande à cette intelligente assemblée: y a-t-il un homme sur cette estrade, en arrière de moi, ou dans cet immense auditoire qui me fait face, y en a-t-il un seul, après ce pèlerinage de trois années de M. Laurier, qui puisse me donner la plus faible idée de ce que sont les opinions et principes de ce monsieur par rapport à la grande politique fiscale qui doit sauver ou perdre le Canada ? (Longs appl.)

J'aurai accompli, si je vis jusqu'au 22 de ce mois, quarante et une années de vie publique. (Appl.) Durant cette période, il a été de mon devoir d'étudier avec soin les discours des grands hommes. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai lu les discours de M. Laurier avec tout le soin et l'attention que commandent les paroles d'un homme qui est le chef d'un grand parti. Que puis-je vous en dire, ce soir ? Je ne puis que vous dire, et c'est de la plus profonde conviction de mon âme ,que je n'ai pas plus d'idée de ce que sont les opinions de M. Laurier sur la politique fiscale et financière de ce pays que si je n'avais jamais lu une ligne de lui. (Appl.)

Libre-échange comme en Angleterre

On pourrait supposer qu'il est sincère quand il dit au peuple que sa grande ambition, son suprême idéal est d'avoir une politique de libre-échange comme il existe en Angleterre. Qu'est-ce que signifie cela ? Cela signifie un régime sous lequel les artisans de l'Angleterre, recourant aux statistiques officielles du pays, peuvent démontrer que, grâce à cette politique de libre-échange comme il existe en Angleterre, une baisse de pas moins de 47,700,000 livres sterling de valeur, dans les exportations des industries de la Grande-Bretagne, s'st produite en quatre ans, de 1890 à 1894. Il me paraît donc bien évident que ce n'est point là tout à fait la politique que les artisans et les classes industrielles du Canada aimeraient d'avoir.

Mais si tel est le résultat en Angleterre, où les industries manufacturières ont eu le temps de se développer jusqu'au summum de l'excellence, qu'arriverait-il au Canada ? Ne peut-on pas croire que, sous ce régime, toutes les industries du Canada seraient détruites, annihilées en deux ans de temps ? Et que deviendrait votre population ? Votre argent se dépenserait à payer à d'autres pays, des pays étrangers, pour des choses que le peuple du Canada confectionne aujourd'hui pour son usage, de ses propres mains et sur le sol canadien. (Appl.)

Occupons-nous, à présent, des classes agricoles. M. Laurier prétend-il mettre les classes agricoles sur le même pied et dans la même situation qu'elles sont en Angleterre. Là, depuis 1870 à venir à cette année la culture du blé a été abandonnée sur pas moins de 3,000,000 d'acres de terre, parce que le cultivateur se voyait dans l'impossibilité de tirer de ce sol un revenu capable de compenser les dépenses qu'il lui coûtait.

Je ne crois pas que les classes agricoles pas plus que les classes industrielles de ce pays manifestent un enthousiasme bien durable pour le libre-échange comme en Angleterre.

Nous voyons donc M. Laurier exhiber sa politique fiscale sous l'effet d'un kaléïdoscope, de façon qu'il puisse, en tournant l'instrument, présenter, aussi souvent qu'il le désire, une scène nouvelle et variée. (Rires et appl.)

Et, cependant, c'est cet homme-là qui demande aux intelligents électeurs de notre immense Confédération de détruire la Politique Nationale, laquelle a tiré notre Canada de l'abîme de dépression où l'avaient plongé cinq années d'incapacité et de mauvaise administration du parti libéral, la Politique Nationale qui en a fait l'un des pays les plus prospères et les plus progressifs du monde. (Appl.)

L'incapacite des liberaux

Tout ceci étant devant nous, voyant bien tout ce que ces messieurs ont fait quand ils étaient au pouvoir, allons-nous nous amuser à ramener les jours de l'obscurité égyptienne sur notre pays en leur donnant à nouveau le pouvoir ? (Non, non.) Sous les circonstances actuelles, je considère que nous avons un immense avantage sur nos adversaires dans la présente lutte ; nous pouvons comparer leur politique avec notre politique et le résultat de leur mauvaise administration des affaires publiques avec le résultat de notre administration. (Appl.)

Ils ont entrepris par exemple la construction du Pacifique Canadien. Ils ont commencé par renverser l'honorable sir John Macdonald, incapable selon eux de mener à bonne fin cette grosse entreprise, et sir Richard Cartwright nous est arrivé avec un premier budget portant une augmentation de taxes de trois millions de piastres, dans le but de pourvoir une fois pour toutes à la construction du C. P. R., Ils ont agi bien drôlement dans cette affaire. M. Mackenzie déclare en Chambre, et son discours a été répandu partout, que toutes les ressources de l'Empire Britannique réunies ne pourraient construire le C.P.R., en dix ans, et cependant sir Richard Cartwright, ministre des finances, n'entreprend pas moins de faire voter l'augmentation de taxes nécessaires selon lui pour mener l'ouvrage à bonne fin. A la fin d'une autre année, nous nous réunîmes de nouveau et au lieu de trouver un commencement de chemin de fer, nous nous aperçumes que tout l'argent qui devait servir à payer les premières dépenses avait servi on n'a jamais pu savoir à quoi. Le gouvernement n'avait absolument rien fait et il se présenta devant le Parlement avec un déficit. Bien qu'ayant des taxes très augmentées à collecter, les libéraux ne purent tirer assez d'argent du peuple, surchargé alors de privations, pour payer les dépenses ordinaires du pays et encore moins pour développer ses ressources. L'opposition a fait ce qu'elle pouvait faire, montrer clairement combien folle, combien dangereuse était la façon de procéder du gouvernement. Je ne prétends pas faire une revue en détail de toutes les fautes qui ont été commises, je vais seulement vous en donner un exemple bien frappant.

N'ayant pas d'argent pour les payer, les libéraux achetèrent 50,000 tonnes de rails, quatre ans avant d'en avoir besoin, et ils ont payé le double du prix qu'auraient valu ces rails s'ils les avaient achetés au moment de les employer. (Rires). En voilà assez sur ce sujet. L'exemple que je viens de donner parle assez de lui-même. Ils ont englouti au-dessus d'un million dans cette opération, un million aussi bien perdu pour tout le monde, que si on l'avait jeté dans le fleuve. Le gouvernement se trouvait donc sans argent et sans chemin de fer, il imposa de nouvelles taxes de façon à pouvoir au moins rencontrer les dépenses courantes, mais hélas, à la fin d'une autre année sir Richard nous est encore arrivé avec une figure plus longue que de coutume, un nouveau déficit et pas un sou en caisse. Nous leur avons alors donné un nouveau conseil: "Adoptez, leur avons-nous dit, la politique nationale et protégez les industries du pays, Votre politique actuelle fait de Boston et de New-York les véritables centres commerciaux du Canada. Notre argent s'en va tout là et le peuple le suit. Vous êtes en train de dépeupler le Canada." La seule industrie qu'ils ont réussi à établir et à faire prospérer a été l'établissement des "soup kitchens". (Rires et appl.).

Dix-huit années se sont écoulées depuis ces jours néfastes. Il y a dix-huit ans que l'électorat a dit à ces messieurs: Allez-vous-en et donnez la place à des hommes d'affaires, des hommes de gouvernement, des hommes qui sauveront le Canada de la ruine où vous l'avez mené. Vraiment les libéraux doivent croire que le peuple a la mémoire courte s'il a déjà pu oublier les privations endurées, le désespoir qui a gagné tout le monde pendant toute cette période de honteuse administration libérale.

Si nos adversaires se présentaient au peuple avec quelque chose de neuf, quelque chose dont nous n'ayons jamais entendu parler nous pourrions dire: "Il est vrai que ces gens-là nous ont souvent trompés, mais peut-être cette fois viennent-ils à nous avec une politique qui a réellement du bon." Mais pas du tout, ils se présentent devant l'électorat avec la même vieille politique et ils vous redemandent le pouvoir pour établir le libre-échange et ruiner toutes les industries qui sont prospères maintenant au grand avantage de tout le monde. Ils vous demandent de leur donner le pouvoir pour arrêter, comme ils l'ont fait auparavant, le progrès et la prospérité du pays. (Rires et appl.)

J'arrive maintenant à l'étule de

La politique nationale

Toujours obstructionnistes, les libéraux, quand nous avons inauguré cette politique, n'ont pas manqué de s'écrier : "c'est la faute la plus fatale et la plus grosse qu'un parti politique ait jamais commise dans le monde entier." Et ils nous disaient : "Autant chercher à changer les conditions naturelles d'un pays que d'essayer d'améliorer son commerce et son industrie par un acte du Parlement ; toutes ces tentatives sont aussi futiles qu'absurdes, autant vaudrait dire qu'une mouche peut faire tourner par son poids une grosse roue de fer." C'est à dater de ce jour, vous vous en souvenez, que la politique libérale a été connue sous le nom de "fly on the wheel" politique. Je crois volontiers que nos adversaires étaient sincères et je leur donne crédit de leur sincérité. Mais quand les principaux commerçants de Montréal allaient trouver sir Richard Cartwright et l'implorer lui et son gouvernement, pour qu'ils adoptassent une politique financière qui puisse sauver le pays de la ruine, que répondait sir Richard ? Il recevait la députation avec courtoisie, mais pour le malheur de sir Richard, qui est sans contredit un des hommes les plus capables que possède l'opposition, cet honorable monsieur a le tort de croire que personne en ce monde n'est capable de lui apprendre quoi que ce soit ; et je crois pouvoir vous dire en confidence qu'un homme qui est sous cette impression est toujours dans un condition absolument désespérée. Il n'y a rien à attendre de lui, pas plus qu'on ne peut espérer grand'chose des différentes politiques qu'il propose.

Le parti libéral-conservateur, qui, dans l'opposition, avait proposé la politique nationale, la fabrication au Canada, par des mains canadiennes, de tout ce dont avait besoin le pays, la protection de nos industries et de nos capitaux, arriva au pouvoir en 1878 et sir Léonard Tilley, ministre des finances. (Appl.), dont le nom mérite bien vos applaudissements, a fait de la politique nationale une réalité par la loi de 1879. Depuis cette date le soleil de la prospérité brille à nouveau au-dessus de nos têtes, et les progrès, les améliorations qui ont été faits pendant ces dix-huit années peuvent se comparer favorablement avec ceux de n'importe quel pays du monde. (Appl.) Mais les obstructionnistes sont revenus à la charge et nous ont dit : "Votre politique nationale est la plus ruineuse de toutes les politiques. Vous ne pouvez vous faire de revenus par l'imposition de taxes à l'importation parce que vous arrêtez net l'importation.. Votre revenu diminuera donc au lieu d'aumenter. Vous pourrez peut-être galvaniser nos industries avec le tarif mais le consommateur devra alors payer des prix tels, pour tous les objets de première nécessité que la vie lui deviendra absolument impossible au Canada."

Nous avons eu maintenant dix-huit années de politique nationale et quel en a été le résultat ? Justement celui que nous avions prédit. Nous n'avons pas seulement trouvé une source de revenu, nous avons attiré le capital et la mains-d'oeuvre, nous avons développé de grandes industries qui se faisant concurrence ont abaissé le prix des articles de manufacture aussi bas qu'il l'est partout ailleurs. (Appl.) Nous avons eu des revenus suffisants pour nous permettre d'entreprendre et de mener à bonne fin de gigantesques travaux qu'un peuple de cinq millions d'âmes n'avait jamais entrepris auparavant. (Appl.) Nous avons un chemin de fer qui traverse le continent dans toute sa largeur, depuis Halifax jusqu'à Vancoucouver. (Appl,). Nous avons non seulement réuni ensemble des provinces disséminées, mais nous les avons mises en position d'échanger leurs produits, nous avons donné à notre pays une force, une solidité, une prospérité qui fait qu'on l'admire partout. (Appl.). M. Bayard, qui est aujourd'hui à Londres, mais qui était secrétaire d'Etat quand je suis allé à Washington, en 1888, avec M. Chamberlain, pour négocier le traité de Washington, M. Bayard me disait : "Sir Charles, l'union des provinces de l'Amérique Britannique du Nord et la construction du chemin de fer du Pacifique font que nous pouvons traiter aujourd'hui de nation à nation." (Appl.) Le peuple des Etats-Unis a appris qu'au nord de lui il y avait cinq millions d'hommes possédant une énergie et un esprit d'entreprise aisément comparables à l'énergie et à l'esprit d'entréprise des Américains, et nous avons été respectés en conséquence.

Le pacifique canadien

Quand nous avons commencé ce grand ouvrage, quelle a été l'attitude de l'opposition ? Vous vous souvenez que lorsque nous avons fait le contrat pour la construction complète du chemin et que nous l'avions mis devant le Parlement, M. Blake, alors chef de l'opposition, dénonça ce contrat comme une des plus écrasantes obligations qui ait jamais écrasé un peuple ruiné. Les libéraux à la suite de leur chef, fidèles à leurs instincts firent toute l'obstruction possible pour empêcher la Chambre d'adopter la mesure. Quand la Chambre prit le congé de Noël, M. Blake convoqua de grandes assemblées à Toronto, Hamilton, Londres et Montréal pour y vouer publiquement à l'exécration du peuple la mesure qui devait ruiner à tout jamais le Canada. J'ai eu l'honneur de terminer la discussion au Queen's Hall et je n'oublierai jamais cette soirée-là. (Appl) car le début était à peine clos que la bataille était déjà gagnée. (Appl.) L'électorat de la grande ville de Montréal avait compris nos arguments et il nous souhaitait de compléter notre oeuvre dans le plus bref délai possible. En Chambre la mesure fut adoptée par une grande majorité.

L'opposition nous fit alors ses objections : Vous ne pouvez pas construire la ligne, nous dit-elle, il est impossible de l'établir depuis Nipissing jusqu'aux